

est endémique sont comparables à celles qu'on trouve dans les villes déchirées par des affrontements armés. Les villes aux prises avec une violence communautaire endémique et celles qui doivent endurer les affres de la guerre comptent parmi les endroits les plus dangereux au monde.

Les défaillances de la sécurité publique

De nombreuses administrations locales n'ont pas les ressources nécessaires pour assurer la sécurité de populations urbaines en croissance rapide. Dans certaines villes, on trouve dans les forces de sécurité des adolescents qui n'ont eu que quelques jours d'entraînement et qui manquent d'accessoires de base comme des menottes, une lampe de poche et un casque²⁵. D'autre part, de nombreux services de sécurité sont incapables de recruter assez d'agents pour répondre à des besoins de plus en plus pressants, de sorte que le rapport numérique entre le nombre de policiers et la population totale est extrêmement faible. La population de Cité Soleil, un bidonville de deux kilomètres carrés situé à Port-au-Prince, la capitale d'Haïti, est passé de 1 000 pendant les années 60 à environ 350 000 en 2003²⁶. Cette explosion exerce des sévères contraintes sur l'aptitude du gouvernement central à répondre aux besoins de ses citoyens alors que les ressources publiques se trouvaient déjà dans un état grave.

Dans certains bidonvilles, la sécurité publique est absente parce que les forces de sécurité refusent de l'assurer. Elles considèrent certains quartiers urbains comme étant tout simplement

trop dangereux pour s'y rendre. En 2001, on trouvait dans près de la moitié des villes d'Amérique latine et des Antilles des quartiers considéré comme inaccessibles ou dangereux pour les policiers en raison de la violence organisée qui y régnait²⁷. En 1995, on faisait état à Mexico de la présence de 1 500 gangs en concurrence les uns contre les autres²⁸. Souvent, les

agents embauchés par l'État pour assurer la sécurité ne sont pas disposés à s'exposer aux risques nécessaires pour maintenir la sécurité publique dans ces quartiers parce qu'ils ne reçoivent que de maigres salaires et ne bénéficient d'à peu près aucune sécurité d'emploi. À Kaboul, par exemple, les policiers gagnaient à peine 16 ou 18 dollars US par mois en 2004²⁹.

FIGURE 2.1 Violence communautaire endémique et défaillance de la sécurité publique en milieu urbain

